

Régions

Des communes rétives au bilinguisme

Le français grignote toujours plus de terrain dans le Seeland germanophone. Mais la pratique d'un bilinguisme pragmatique ne fait guère rêver les communes concernées.

Bienne, Gals, Nidau ou Gampelen prises d'assaut par des Romand-es du canton de Neuchâtel et du Nord vaudois. On y emménage pour un emploi, un logement moins onéreux ou des charges fiscales plus abordables. La défense du bilinguisme dans le canton de Berne, où grosso modo 10% de la population est francophone, reste d'actualité malgré le départ des habitant-es de Moutier. Sans dominer les débats, ce thème s'invite dans la campagne des élections cantonales du 29 mars, où exécutif et Grand Conseil sont renouvelés.

Parité en vue

Dans leurs dépliants, les socialistes de Bienne plaident pour plus de diversité linguistique dans la formation. Le Vert'libéral alémanique Alain Pichard, qui veut rempiler au délibératif, suggère que le français soit enseigné «efficacement». «Le bilinguisme s'étend dans de nouvelles zones», s'exclame pour sa part la présidente du Conseil des affaires francophones de Bienne, Ariane Tonon, en course pour que les Vert-es francophones soient représenté-es au Rathaus. Echos de campagne, alors que les francophones des communes dans les parages de Bienne constituent aujourd'hui entre 10 et 20% de la population.

Selon le baromètre du Forum du bilinguisme publié en septembre, neuf communes sur quatorze ont noté une légère hausse sur cinq ans. A Bienne, cette part ne cesse de progresser à près de 45% contre 29% en 1980. On friserait aussi la parité à Gals (Chules en français) et Gampelen (Champion) avec près de 47%. Mais seules Bienne et la commune voisine d'Evilard disposent d'administrations bilingues. Ailleurs, le français n'est pas reconnu comme langue officielle. Et les communes où le français se répand prennent peu d'initiatives. «Elles sont un peu dans le déni», s'exclame Virginie Borel, directrice du Forum.

Recours à l'IA

Le site internet de Gals se dévoile uniquement en allemand. Celui de Gampelen ne s'illustre que par la traduction de mots génériques en français redirigés vers des liens en allemand. «Gampelen est la seule commune à nous avoir pour l'instant demandé des précisions sur les mesures pour encourager le bilinguisme», indique Virginie Borel.

«Certaines communes sont un peu dans le déni» Virginie Borel

Pour surmonter la barrière des langues, certaines communes utilisent les outils de traduction basés sur l'IA pour des réponses écrites. Pour doper le bilinguisme, le baromètre du Forum du bilinguisme propose, outre le recours à l'IA, l'engagement de personnel maîtrisant le français. «Employer un-e ou deux francophones dans des crèches irait dans ce sens», prône Virginie Borel. D'autant que le Grand Conseil bernois vient d'adopter une motion permettant à l'ensemble des communes du canton d'ouvrir des classes bilingues. Mais la plupart traînent la patte.

A Studen, le maire Heinz Lanz (sans parti) dit «n'avoir qu'une très légère impression qu'un nombre croissant de francophones arrivent». A peine une dizaine par an selon lui, sur 3500 habitant-es. Aucune mesure n'a été prise. «La plupart de nos employé-es parlent un français compréhensible ou d'autres langues», explique-t-il au Courrier. Sa commune se tâte encore pour utiliser des services de traduction en ligne pour l'école, où les coûts augmentent. «Devons-nous comme commune nous charger de la traduction ou n'est-ce pas aux nouveaux arrivant-es de le faire? Si je déménage à Paris, les autochtones s'adapteront-ils ou est-ce à moi de m'adapter? Pour l'instant, nous ne souhaitons pas devenir une commune bilingue. Nous avons plus de Macédonien-nes du Nord que de francophones», conclut-il.

Premiers efforts poussifs

A Orpund, à l'est de Bienne, la part des francophones se monte à 15%. «Dont une grande partie bilingue», précise le maire PS, Oliver Marti. Ici aussi, aucune aide n'a été demandée alors que le canton suggère un catalogue de mesures. «Aucune n'a été prise et nous n'avons pas l'intention d'en prendre. Nos collaborateur-ices s'appuient sur leur français scolaire et essaient de fournir des informations en français par oral», résume-t-il.

A Pieterlen, entre Bienne et Granges (SO), la barre des francophones est passée en six ans de 8,5 à 18,3%. Environ un demi-millier de Welsches supplémentaires dans cette localité de 5300 habitant-es. Si la communication se fait en allemand, idem pour la scolarisation, des mesures sont testées: groupes de jeux à la crèche pour favoriser les échanges de langues, recrutement de personnel au guichet avec des connaissances en français. «Nous essayons dans nos contacts de mener des conversations en français», atteste son maire, le PLR Beat Rüfli.

A Nidau, limitrophe de Bienne, ce sont les Welsches qui ont pris les devants. En 2021, une motion d'élues romandes intitulée «46'000 francs, est-ce trop cher pour 25%», soit le prix de la traduction du portail internet, a été approuvée par le parlement communal. Les francophones ne demandaient même pas que l'entier du site soit traduit, mais au moins des documents liés à la vie quotidienne: ramassage des déchets, contrôle des habitant-es, déménagements, inscription à l'école. Cinq ans après, seuls les dépliants de la voirie sont traduits. Les postes à repourvoir dans l'administration sont en allemand. Pareil pour les informations sur les services sociaux ou la naturalisation.

«J'aurais souhaité que cela se fasse plus rapidement, mais Nidau a intégré cette traduction à son projet de refonte totale du site», assure la motionnaire PLR Pauline Pauli. Elle sera lancée fin mars, garantit la chancellerie.

A la veille de ces élections cantonales, Virginie Borel invite déjà les nouveaux élu-es à inscrire le bilinguisme parmi les lignes directrices de la nouvelle législature. Et Pauline Pauli d'encourager les communes où le français progresse à traduire leurs sites.

Sondage à Bienne

L'usage des langues au quotidien est sondé à Bienne. Sous le slogan «qu'y a-t-il dans ton cocktail linguistique?», le Forum du bilinguisme lance son 4e Baromètre du bilinguisme sous forme

de questionnaire en ligne. Dans quels contextes Biennoises et Biennois passent d'une langue à l'autre ou comment est perçu le bilinguisme sur place sont quelques-unes des questions. But: livrer des données pour la recherche, les autorités et institutions actives dans ce domaine. Les résultats de l'enquête, à laquelle seules les personnes majeures sont conviées, seront publiés fin 2026.

Lien: <https://survey.mis-trend.ch/bilinguisme>